

Union pour la Méditerranée : Sarkozy orphelin de Moubarak

Par Fayçal Megherbi*



Photo : DR

L'Union pour la Méditerranée (UPM), un projet cher aux deux présidents égyptien et français, Hosni Moubarak et Nicolas Sarkozy, créée le 13 juillet 2008 dans le cadre de la présidence française de l'Union européenne. Après le départ de Moubarak, quel sera l'avenir de ce projet ?

Quand l'idée a été lancée par le président Sarkozy, un débat a été installé naturellement sur l'omission de toute référence à la démocratie et aux droits de l'homme dans la déclaration de la mise en place de l'initiative. Cette dernière a marqué une régression par rapport aux objectifs du Processus de Barcelone. L'Union pour la Méditerranée coule dans la structure du «Processus de Barcelone», un pacte liant l'Europe aux pays riverains de la Méditerranée mis sur pied en 1995 à l'initiative de Jacques Chirac.

L'UPM devait prendre son essor sur six projets mobilisateurs : la dépollution de la Méditerranée, les autoroutes maritimes et terrestres, la Protection civile pour répondre aux catastrophes naturelles, une université euro-méditerranéenne, l'énergie solaire et une «initiative méditerranéenne de développement des affaires». Son organisation est fondée sur une coprésidence entre un dirigeant de la rive Nord, désigné selon les mécanismes de représentation en vigueur au sein de l'UE, et un dirigeant de la rive Sud, désigné par consensus dans les Etats concernés.

L'Égypte était l'acteur qui représentait la rive Sud, puisque aux yeux des Occidentaux, elle conserve le rôle majeur qu'elle a toujours exercé sur la scène régionale au service de la stabilité du Proche et du Moyen-Orient.

La gouvernance des pays du Sud avait dressé de multiples obstacles au succès de ce projet. Du Maroc à la Turquie, ce ne sont pas moins de cinq conflits armés ou querelles frontalières qui empêchent toute coopération.

Toutefois, la principale préoccupation des dirigeants des pays du Sud qui étaient favorables à ce projet (Égypte de Moubarak, Maroc de Mohammed VI, la Tunisie de Ben Ali) n'est pas d'intégrer un club de démocraties méditerranéennes, mais de sanctuariser leurs régimes et de maintenir leurs clans au pouvoir.

Tout projet de modernisation menaçait leur souveraineté, leur pérennité politique. Donner la liberté à leur peuple, instaurer un Etat de droit ou offrir à leur jeunesse une véritable perspective, cela n'était pas à l'ordre du jour.

Cette institution aurait finalement pu sauver les présidents tunisien et égyptien si ces protagonistes «de l'époque» avaient commencé à s'intéresser aux intérêts de leur peuple et avaient intégré plus de liberté et d'ouverture en faveur de leur société civile. Chose qui n'a pas été faite, Moubarak voulait léguer son trône à son fils Gamal et Ben Ali croyait qu'il était éternel.

L'Union pour la Méditerranée devient, du coup, un échec cuisant des gouvernants des pays du Sud avec la complicité des pays du Nord.

F. M.

* Docteur en droit et enseignant à l'Université du Panthéon-Assas Paris II.

SYRIE

Une blogueuse syrienne de 19 ans condamnée à cinq ans de prison

La jeune blogueuse syrienne Tal Al-Mallouhi a été condamnée hier à cinq ans de prison par la Haute cour de Sûreté de l'Etat à Damas pour intelligence avec un pays étranger, a annoncé l'Observatoire syrien des droits de l'Homme.

«La Haute cour de sûreté de l'Etat à Damas a condamné ce jour la blogueuse Tal Al-Mallouhi à cinq ans de prison après l'avoir reconnue coupable de divulgation d'information à un Etat étranger (les Etats-Unis)», a annoncé l'Observatoire, basé à Londres, dans un communiqué reçu à Nicosie.

La blogueuse, âgée de 19 ans, avait été arrêtée par les autorités syriennes en décembre 2009. Elle est la

petite-fille d'un ancien ministre syrien qui avait été en poste sous le président Hafez al-Assad, le défunt père de l'actuel président Bachar al-Assad, rappelle l'Observatoire.

En octobre, le journal syrien *Al-Watan* avait rapporté que les autorités accusaient la lycéenne d'espionner pour le compte de l'ambassade américaine en Égypte. Samedi, les Etats-Unis avaient condamné le «procès secret» de Tal Al-Mallouhi et appelé la Syrie à

libérer la jeune femme. «Nous appelons le gouvernement syrien à relâcher immédiatement tous ses prisonniers de conscience, et à autoriser ses citoyens à jouir de leurs droits universels d'expression et d'association sans peur de représailles», avait ajouté le porte-parole du département d'Etat. L'association de défense des droits de l'Homme Human Rights Watch (HRW) avait indiqué que Tal Al-Mallouhi avait été arrêtée le 27 décembre 2009 à la suite d'une convocation des services de sécurité.

Ceux-ci avaient saisi chez elle son ordinateur, des CD et des livres, selon HRW qui

avait ajouté que son blog contient de la poésie et des commentaires sociaux, mais n'a pas trait à la politique syrienne.

Les réseaux sociaux sur internet et les blogs ont beaucoup contribué à lancer et alimenter les mouvements de révolte populaires qui ont provoqué la chute ces dernières semaines du président tunisien Zine El Abidine Ben Ali puis du président égyptien Hosni Moubarak.

En Syrie, des internautes ont cependant constaté que l'accès direct aux sites Facebook et Youtube, bloqué depuis 2007, était rétabli depuis la semaine dernière.

YÉMEN

Nouvelle manifestation contre le pouvoir à Sanaâ

Des milliers d'étudiants et d'avocats ont manifesté hier à Sanaâ, réclamant la démission du président Ali Abdallah Saleh, qui tente de court-circuiter le mouvement populaire en hâtant un accord avec l'opposition.

«Après Moubarak, Ali», scandaient les manifestants, comparant le président Saleh, au pouvoir depuis 32 ans, à son homologue égyptien Hosni Moubarak, chassé du pouvoir par la rue vendredi dernier, après 30 ans à la tête de l'Égypte.

«Le peuple veut la chute du régime», répétaient-ils, reprenant le principal slogan du soulèvement en Égypte.

La manifestation, comme celles qui se sont tenues au cours des derniers jours, est organisée à l'initiative d'étudiants et de composantes de la société civile. L'opposition parlementaire, qui a décidé de reprendre le dialogue avec le régime du président Saleh, n'y est pas associée.

A Taëz, au sud de la capitale, plusieurs milliers de personnes ont également réclamé un changement de régime, et huit personnes ont été blessées lorsque la police a disper-

sé cette manifestation, selon des témoins.

A Sanaâ, les étudiants, auxquels se sont joints une délégation de l'Ordre des avocats et des activistes, ont tenté de marcher sur la place Tahrir (Libération), où se trouve le siège du gouvernement.

Mais les forces de sécurité ont installé des barbelés pour les empêcher d'accéder à cette place où des partisans du Congrès populaire général (CPG, parti au pouvoir) sont installés depuis la semaine dernière sous des tentes.

Des centaines de partisans du CPG brandissant des portraits du président

Saleh ont alors attaqué les protestataires à coups de bâton et de pierres, avant que la police n'intervienne pour les séparer, selon le correspondant de l'AFP.

Quelques manifestants ont été superficiellement blessés. Le correspondant de la

BBC en arabe, Abdallah Ghorab, le visage en sang, a affirmé à l'AFP avoir été battu «par des hommes du parti au pouvoir».

Dimanche, une femme avait été blessée à Sanaâ lorsque les forces de sécurité avaient dispersé une manifestation organisée par des étudiants, selon des témoins.

L'organisation de défense des droits de l'Homme, Human Rights Watch, (HRW) a demandé hier aux autorités yéménites de ne pas employer les pistolets à impulsion électrique Taser pour disperser les manifestants.

«Des centaines de membres des forces de sécurité» ont dispersé dimanche la «manifestation pacifique anti-gouvernementale» à Sanaâ «à l'aide de matraques et ont attaqué deux manifestants au moyen de pistolets Taser», selon un communiqué de HRW qui cite des témoins.

L'opposition parlementaire yéménite n'a plus organisé de manifestation depuis une marche qui avait rassemblé des dizaines de milliers de ses partisans le 3 février à Sanaâ.

Elle a annoncé dimanche qu'elle acceptait de reprendre le dialogue avec le pouvoir, suspendu fin 2010, après les promesses de réformes annoncées par le chef de l'Etat.

M. Saleh avait annoncé le 2 février le gel des amendements constitutionnels lui permettant de briguer un nouveau mandat en 2013, et affirmé qu'il ne chercherait pas à ce que son fils lui succède.

Son parti a appelé dans un communiqué hier à une réunion «avant la fin de la semaine» d'un comité des deux parties chapeautant le dialogue.

Il a souligné que le dialogue devait reprendre au plus vite dans le but de «de former un gouvernement d'union nationale qui superviserait le processus de réformes constitutionnelles et la tenue d'élections législatives dans une atmosphère de liberté et de transparence».

En moins d'un mois, deux chefs d'Etat arabes ont été chassés du pouvoir sous la pression de la rue, en Tunisie et en Égypte.

MONDE ARABE

Les États, les peuples, en quête de modèle

Les Etats, les peuples, dans le monde arabe, sont en quête d'un modèle, d'un point d'équilibre, selon un stratège français.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - A l'invitation du Centre de recherche stratégique et sécuritaire (CRSS), le contre-amiral français, Jean Dufourcq, directeur d'études à l'Institut d'études et de recherche stratégique de l'école militaire (IRSEM Paris), a animé une conférence-débat hier à l'hôtel El Djazaïr.

Thème abordé, de manière académique, les défis stratégiques mondiaux à l'horizon 2030, voire 2050, et que cet universitaire, militaire et stratège relie à l'expansion démographique (vers 9 milliards d'habitants sur Terre), la gestion incertaine des ressources et des marchés. Et dans la mesure où, selon le

contre-amiral Jean Dufourcq, les réferents stratégiques et géopolitiques, la nature et le rôle de l'Etat ainsi que le modèle libéral notamment sont sujets à reconfiguration, remise en cause, voire à être dépassés, à une quête d'un modèle à redéfinir. Une quête qui marque aussi le monde arabe où des changements, des évolutions politiques et sociales sont remarquables. Avec un certain recul, le conférencier a estimé que le monde arabe «n'a pas trouvé son point d'équilibre». De même qu'il n'y a pas de modèle (correspondance entre le politique, le social, le religieux) qui fonctionne bien, de projet collectif fiable dans le monde arabe, où l'identité reste également en friche. Or, le dilemme essentiel reste la capacité des Etats à satisfaire les besoins vitaux de leurs peuples, d'ordre matériel certes mais aussi d'ordre intellectuel, en dignité et leur quête de sécu-

rité et de progrès. Abordant le projet de l'Union pour la Méditerranée (UPM), le contre-amiral français a estimé que si l'idée est bonne, la mise en œuvre de cette initiative reste cependant inaboutie techniquement, au-delà du non-règlement du conflit israélo-palestinien.

En ce sens, Jean Dufourcq privilégie une autre approche, celle de développer une synergie, une convergence d'intérêts dans la Méditerranée occidentale, sur le modèle des 5+5, sur la question de la gestion solidaire et croisée des flux humains et des compétences.

Concernant les problématiques sécuritaire et économique dans la région du Sahel, l'universitaire a estimé que la France «cherche la bonne solution» et a évoqué la nécessité d'une gestion collective de cet espace par les pays riverains.

C. B.